

#### 4 DECEMBRE 1986 Entrevue avec Monory

(Publié dans David Assouline et Sylvia Zappi, *Notre printemps en hiver*, Paris, La Découverte, 1987)

##### Composition des délégations :

- COTE GOUVERNEMENT René Monory (ministre de l'Éducation nationale), Alain Devaquet (ministre délégué aux Unioersités), et plusieurs conseillères et conseillers ;

- COTE ETUDIANTS ET LYCEENS David Assouline, Jean-Pierre Gaizne, Christine Tchepiega, Jean-Philippe Arruebo, Christian Rodriguez, Sylvie Sherer, Luis Ferrari, Daniel Cabieu, Isabelle Martin, Joël Carreiras, Isabelle Thomas, Christoph Borgel, quatre lycéens.

M. MONORY: Nous sommes là pour vous écouter et prendre le temps de discuter.

DAVID ASSOULINE : Nous sommes venus vous demander ce qu'un million de jeunes ont crié tout l'après-midi à Paris: « Retrait du projet Devaquet », et nous voulons entendre pour le leur rapporter ce que vous avez à dire. C'est notre mandat.

M. MONORY, Vous n'y croyez pas ! Il est hors de question de retirer ce projet. Un million, c'est vous qui le dites. Nous sommes prêts à discuter de quelques points qui vous posent problème.

DAVID ASSOULINE : Je vous assure, et ce n'est pas de la démagogie, qu'on y croit et qu'on y croyait. Nous nous sommes dit qu'il faut être irresponsable pour ne pas répondre à l'exigence d'une manifestation d'un million de personnes. Là, vous nous dites rien de plus que ce que M. Chirac nous a dit dimanche soir. Pourquoi avons-nous donc maintenu l'appel à la manifestation malgré ses déclarations?

M. MONORY: Vous n'avez certainement pas voulu décommander un appel déjà fait, cela vous aurait posé beaucoup de problèmes d'organisation. Je vous répète, un million ce sont vos chiffres ... Et ce n'est pas la rue qui fait la loi.

DAVID ASSOULINE : Vous n'avez pas toujours dit cela; en 1984, vous étiez certainement avec ceux qui manifestaient aussi pour le retrait d'une loi.

M. MONORY : De toute façon, certains la trouvent bonne, cette loi. Nous avons reçu avant vous une délégation de non- grévistes et ils nous ont demandé de ne pas la retirer.

DAVID ASSOULINE : C'est une provocation. Tout le monde jugera ce que vous dites comme ça. Surtout ceux qui sont dans la rue. Vous mettez donc sur le même plan une délégation accompagnée par un million de jeunes avec une poignée de non-grévistes qui ont dû emprunter les sous-sols de votre ministère pour y entrer!

CHRISTINE TCHEPIEGA : Vous avez annoncé publiquement que vous recevriez une délégation de

non-grévistes avant nous ?

M. MONORY, Oui, pourquoi? Ce que je veux dire c'est que je reçois tout le monde. Depuis une semaine, je discute avec tout le monde. Des professeurs, des étudiants. On ne va pas retirer la loi. Mais discutons des points qui posent problème.

DAVID ASSOULINE : Vous connaissez les points particuliers que nous posons depuis le début. Mais ce que nous voulons c'est le retrait total du projet, car c'est son esprit d'ensemble qui est mauvais. La motion de la coordination nationale du 2 décembre, qui constitue notre mandat, dit: « Nous ne saurions nous satisfaire d'amendements sur ce projet et nous nous opposons à l'esprit global plus qu'à des points précis: l'université n'est pas une entreprise, elle ne peut être régie par les lois du marché. »

M. DEVAQUET Il y a méprise. J'ai fait il y a quelques jours une communication à une conférence où j'explique justement qu'il est hors de question de considérer l'université comme une entreprise. Ce qui ne m'a pas fait que des amis. (Puis il cite de nombreux chiffres et références.) Mais il faut discuter, nous voulons absolument discuter. On ne peut pas retirer la loi: personne ne doit perdre la face. Sur ces quatre points, on peut réfléchir: les droits d'inscription, les diplômes nationaux, le passage du premier au deuxième cycle, et l'entrée à l'université. Que restera-t-il de la loi? La partie sur les structures. Vous n'avez pas contesté cela

M. MONORY, interrompant M. Devaquet : Il faut une loi, des structures, aujourd'hui plusieurs universités ne peuvent fonctionner parce qu'il n'y a pas de loi.

JEAN-PHILIPPE ARRUEBO : Mais nous contestons aussi la partie sur les structures. Elles sont mauvaises: la sous- représentation des étudiants dans les conseils et la sur- représentation des professeurs de rang A, la place des personnalités extérieures ...

M. MONORY: Attendez. Elle lève la main depuis un moment. Vous voulez dire quelque chose,

mademoiselle ?

**ISABELLE THOMAS:** Comprenez, Monsieur, que nous avons un mandat pour le retrait jusqu'à ce soir. Demain, les assemblées générales vont discuter de ce que vous nous avez dit, et ...

**M. MONORY** Je vous ai compris, mademoiselle. Vous voulez aussi dire quelque chose ?

**UN LYCÉEN:** Oui. Je n'ai pas grand chose à rajouter à ce qu'a dit David, mais nous, lycéens, contestons aussi la réforme Monory.

**M. MONORY, qui l'interrompt:** De quoi vous parlez? Il n'existe pas de réforme Monory. Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

**UN LYCÉEN:** Mais si ... J'ai une circulaire dans mon sac, je la sors ...

**DAVID ASSOULINE :** Vous savez très bien de quoi il parle : la réforme des lycées. Le journal Le Monde a publié largement son contenu il n'y a pas si longtemps.

**LE LYCÉEN :** Voilà cette circulaire qui en parle.

**ISABELLE MARTIN:** A quelle date la commission des Affaires culturelles va-t-elle se ressaisir de la loi ?

**M. MONORY:** C'est l'affaire du Parlement, pas du gouvernement.

**DAVID ASSOULINE:** Il faut aller à une conclusion. Les manifestants nous attendent. Il ne serait pas responsable de . les laisser longtemps comme ça. Nous vous laissons notre motion ... On vous la lit?

**JEAN-PHILIPPE ARRUEBO:** lit toute la motion de la coordination nationale du 2 décembre.

**M. MONORY, A écouter ce texte, je constate que vous êtes fermés au dialogue. Révocable, révocable, qu'est- ce que cela veut dire ?**

**DAVID ASSOULINE :** Nous vous avons fait part de notre mandat. Nous allons rapporter vos propos aux manifestants, et demain les AG discuteront de la suite à donner à leur mouvement.

